

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2013/31787]

12 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté 2013/576 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mai 2013;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 13 juin 2013;

Vu l'avis de la section hébergement du Conseil consultatif bruxellois francophone, donné le 6 juin 2013

Vu l'avis 53.623/2/V du Conseil d'Etat donné le 22 juillet 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et des Infrastructures de Crèches,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° Le Membre du Collège : le Membre du Collège compétent pour l'octroi de subsides en infrastructures aux structures d'accueil pour enfants;

3° O.N.E. : Office de la Naissance et de l'Enfance;

4° EDRLR : l'Espace de Développement Renforcé de Logement et de la rénovation tel que défini dans les dispositions indicatives du Plan régional de Développement (PRD) et dans les arrêtés modificatifs du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

5° L'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

6° Le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour calculer le montant de la subvention suivant les règles fixées aux articles 3 et 4 du décret et conformément aux articles 4, 13 et 36 du présent arrêté;

7° L'autorisation : l'autorisation du milieu d'accueil octroyée par l'O.N.E. et visée au titre II du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003;

8° L'agrément : l'agrément du milieu d'accueil octroyé par l'O.N.E. et visé au Titre III du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

9° La programmation des milieux d'accueil : la programmation visée au Titre 1^{er} du Livre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

10° Le taux de couverture des besoins : le taux calculé en divisant le nombre de places accessibles à tous dans les milieux d'accueil qui respectent la participation financière parentale déterminée par les Communautés ou qui pratiquent une participation financière ne dépassant pas le montant déterminé à l'article 3 par le nombre d'enfants de moins de 3 ans;

11° Le quartier : entité spatiale locale, dessinée à partir des secteurs statistiques caractérisée par un haut degré de cohésion entre les activités quotidiennes des habitants et à laquelle ceux-ci s'identifient, telle qu'identifiée par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) dans le cadre du monitoring des quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale;

12° Le décret : le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes relatives aux subventions*

Art. 3. Sont considérés comme accessibles socialement les milieux d'accueil d'enfants qui respectent la participation financière parentale déterminée par l'O.N.E. pour les places faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté ou qui pratiquent une participation financière ne dépassant pas 1,5 euros par heure, 6 euros par demi-journée, 10 euros par journée complète d'accueil ou 25 euros par semaine pour les places faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice des prix à la consommation. L'adaptation s'effectue le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Dans cette formule, l'indice de base est celui du mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et le nouvel indice est celui du mois de septembre de l'année précédant celle de l'adaptation.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à :

1° 32.000 euros par place pour les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, maisons d'enfants, crèches parentales ou tout autre milieu d'accueil organisant l'accueil d'enfants âgés de zéro à six ans de manière régulière sous une autre forme que celles visées ci-avant, pour autant que celui-ci ne soit pas exclu par l'article 6, § 3, du décret portant création de l'O.N.E., tels que visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

2° 47.000 euros par place pour les milieux d'accueil organisés par l'Office et les services d'accueil spécialisé de la petite enfance au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009.

Le montant maximum subsidiable est établi à la date du 1^{er} janvier 2013.

Le montant maximum subsidiable s'entend hors les postes visés à l'article 36, 2° à 5°.

§ 2. Le montant maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$p = P * (0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$ Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2013 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2013.

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2013.

Art. 5. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée n'entrent pas dans le calcul du coût maximum subsidiable.

Art. 6. Un taux d'intervention majoré à 90 pour cent est fixé en vertu de l'article 3, alinéa 2, a) du décret, pour :

1° des achats, travaux et fournitures dans la limite des mesures indispensables pour que le bâtiment déjà affecté à un milieu d'accueil autorisé par l'O.N.E. puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

2° des achats, travaux et fournitures qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du service régional d'incendie certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des achats, travaux et fournitures supplémentaire sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité.

Art. 7. Les taux d'intervention majorés fixés en vertu de l'article 3, alinéa 2, b) et c) du décret, sont les suivants :

§ 1^{er} Pour les travaux, fournitures ou achats liés à des places existantes ou à des extensions de capacité :

1° soit 75 pour cent pour les établissements autorisés par l'O.N.E. et pour lesquels la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des quatre derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'O.N.E. et précédant l'introduction de la demande d'accord de principe est dans la tranche des 25 pour cent des participations les plus basses;

2° ou 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans EDRLR;

3° ou 90 pour cent pour les établissements autorisés par l'O.N.E. et pour lesquels la participation financière parentale telle que définie au 1° est dans la tranche des 15 % des participations les plus basses;

4° ou 95 pour cent pour les établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR.

§ 2. Pour les travaux, fournitures ou achats liés à de nouveaux établissements :

1° soit 75 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur ou égal au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

2° ou 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

3° ou 90 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur de 10 pour cent ou plus au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

4° ou 95 pour cent pour des établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR.

§ 3. Les résultats des calculs tels que visés aux § 1^{er}, 1° et 3° et § 2, 3°, sont arrondis à l'unité favorable aux établissements.

Art. 8. Les taux d'intervention majorés fixés en vertu de l'article 3, alinéa 2, d), e) et f) du décret, sont de 75%. L'inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil est intégrée au projet d'accueil soumis à l'O.N.E..

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'appel à projet

Art. 9. Au sens de l'article 2, § 2, alinéas 3 et 4 du décret, sont classés :

— en priorité 1 les projets situés dans un quartier dont le taux de couverture des besoins est inférieur à la moyenne régionale,

— en priorité 2 les projets situés dans une commune dont le taux de couverture des besoins est inférieur à la moyenne régionale,

— en priorité 3 les projets situés dans une commune dont la croissance démographique des enfants de moins de 3 ans sur la période 2010-2020 est susceptible, à l'échéance 2020, de rendre son taux de couverture des besoins inférieur à la moyenne régionale.

Au sein de chaque priorité, les projets sont classés dans l'ordre croissant du taux de couverture.

CHAPITRE IV. — *Octroi de subventions à l'achat de bâtiments**Section 1^{re}. — Accord de principe*

Art. 10. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe à l'achat d'un bâtiment.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association ou de la Commune demanderesse;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, la preuve que l'association demanderesse est une ASBL.

ou un établissement d'utilité publique et la composition de son conseil d'administration.

2° un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) un plan de situation;

b) la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (ancienneté, vétusté, gabarit, surfaces, organisation de l'espace, jardin), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

3° Un avis du Service régional d'Incendie;

4° Une estimation de la valeur du bâtiment;

5° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement;

6° Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement;

7° Un extrait de la matrice cadastrale;

8° Pour l'achat d'un bâtiment permettant une augmentation de l'offre d'accueil d'enfants, une note indiquant si le projet de milieu d'accueil relève d'une des priorités visées à l'article 9;

9° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction, auprès de l'O.N.E, d'une demande d'autorisation ou d'agrément, et, le cas échéant, une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;

10° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil.

Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 7, le mémoire doit comporter :

1° en cas d'achats liés à des places existantes ou à des extensions de capacité, la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des 4. derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'O.N.E. et précédant la demande;

2° en cas d'achats liés à des nouveaux établissements, le revenu médian des habitants de la commune.

Art. 11. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège octroie l'accord de principe pour l'achat du bâtiment, fixe le montant maximum subsidiable et fait procéder à l'engagement budgétaire.

Section 2. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 12. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° La délibération du demandeur;

2° Le prix de vente;

3° Le procès-verbal d'estimation précise du bien à acquérir;

4° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;

5° Un relevé d'identité bancaire;

6° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation de l'O.N.E.;

7° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :

a) une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;

b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.;

c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.

Art. 13. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe son montant.

Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse des ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.

Section 3. — Modalités de liquidation de la subvention

Art. 14. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 15. La liquidation de subvention intervient après l'enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'avant-projet des éventuels travaux à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

- 1° La copie de l'acte d'achat enregistré;
- 2° Le relevé des frais d'acte notariaux.

Art. 16. Pour maintenir le droit à conserver la subvention octroyée, le demandeur doit fournir, dans les neuf mois de la liquidation de la subvention ou, si des travaux éventuels ont du être réalisés dans le bâtiment, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément ou de l'autorisation octroyé par l'O.N.E. au milieu d'accueil.

CHAPITRE V. — Octroi de subventions à la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et le premier ameublement

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 17. § 1^{er}. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et le premier ameublement.

La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, la preuve que le maître de l'ouvrage est une ASBL ou un établissement d'utilité publique et la composition de son conseil d'administration.

- 2° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;

§ 2. Cette demande d'accord de principe est accompagnée d'un mémoire indiquant les raisons qui justifient la construction ou les travaux envisagés. Ce mémoire doit comporter les éléments

suivants :

- 1° un plan de situation;
- 2° la description des lieux et du bâtiment (ancienneté, vétusté, gabarit, surfaces, organisation de l'espace, jardin), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;
- 3° Pour la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments permettant une augmentation de l'offre d'accueil d'enfants, une note indiquant si le projet de milieu d'accueil relève d'une des priorités visées à l'article 9;
- 4° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction, auprès de l'O.N.E. d'une demande d'autorisation ou d'agrément, et, le cas échéant, une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;
- 5° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil.

§ 3. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 6 du présent arrêté, le mémoire doit comporter un rapport du service régional d'incendie justifiant la demande d'intervention majorée.

§ 4. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 7 du présent arrêté, le mémoire doit comporter :

- 1° en cas de construction ou de travaux liés à des places existantes ou à des extensions de capacité, la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des 4 derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'O.N.E. et précédant la demande d'accord de principe;
- 2° en cas de construction ou de travaux liés à des nouveaux établissements, le revenu médian des habitants de la commune.

Art. 18. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention, fixe le montant maximum subsidiable et fait procéder à l'engagement budgétaire. Cet accord de principe est valable pendant une période de 365 jours, délai avant l'expiration duquel l'avant-projet des travaux doit être introduit.

Section 2. — Avant-projet

Art. 19. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 20. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments

suivants :

- 1° Les documents administratifs :

a) La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet. Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle si cette approbation est requise.

b) L'avis du service d'incendie;

c) Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux tels qu'estimés;

d) Le titre de propriété, d'emphytéose ou de superficie sur le bâtiment;

e) un document de l'O.N.E. attestant la conformité de l'avant-projet aux normes de la Communauté française.

2° Les plans :

- a) Le plan général d'implantation indiquant l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;
- b) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 pour cent y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° La liste et les estimations des entreprises qui seront attribuées séparément;

5° Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Art. 21. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis. Cette approbation est valable deux ans, délai avant l'expiration duquel le projet doit être introduit.

Section 3. — Projet

Art. 22. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de projet.

Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation. Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle.

2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le modèle de soumission et le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire;

3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° Une attestation du service d'incendie certifiant que le projet répond aux normes réglementaires;

5° Le devis estimatif établi par article du métré récapitulatif ou de l'inventaire;

6° Le permis d'urbanisme;

7° Un document de l'O.N.E. attestant la conformité du projet aux normes de la Communauté française.

8° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :

a) une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;

b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.;

c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E..

Art. 23. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 24. Sur base de documents transmis par l'administration, le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Section 4. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 25. L'administration est avisée en temps utile de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 26. Le demandeur transmet à l'administration le dossier d'attribution du marché.

Art. 27. Le dossier comprend les documents suivants :

1° Le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'attribution;

2° Les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;

3° Les offres déposées et leurs annexes;

4° Copie de l'offre retenue;

5° Le procès-verbal d'ouverture des offres;

6° Le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication;

7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire et approuve son offre. Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle.

8° Un relevé d'identité bancaire.

Art. 28. Au terme de cette procédure et sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 29. L'ordre de commencer les travaux ou de livrer les fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 30. Des acomptes sur subvention sont liquidés au maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence des neuf dixièmes des engagements préalables, sur présentation d'une lettre de créance signée par le demandeur, appuyée par un ou des états d'avancement, une lettre de créance et une facture de l'entrepreneur ou par une facture détaillée du fournisseur.

Art. 31. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables indépendants de la volonté du maître de l'ouvrage et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire accordée par le Collège sur la base de documents transmis par l'Administration.

Art. 32. Le maître de l'ouvrage procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception.

Art. 33. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est liquidé au maître de l'ouvrage.

Section 5. — Compte final de l'entreprise

Art. 34. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 35. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° Un tableau récapitulatif des états d'avancement;
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
- 7° Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau - gaz - électricité;
- 8° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation de l'O.N.E.;

Art. 36. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

1° Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 27 à 29;

2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 10 pour cent du total des montants repris sub 1° et 2°;

4° Le coût des essais géotechniques éventuels;

5° Le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 37. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve le compte final de l'entreprise et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 38. Pour maintenir le droit à conserver la subvention octroyée, le demandeur doit fournir, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément ou de l'autorisation octroyée par l'O.N.E. au milieu d'accueil.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 39. Le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance entre en vigueur à la date de parution au Moniteur Belge.

Art. 40. L'arrêté 2005/586bis du Collège de la Commission communautaire française du 20 avril 2006 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisés, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments est abrogé.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 septembre 2013.

Art. 42. Le Membre du Collège compétent pour l'octroi de subsides en infrastructures aux structures d'accueil pour enfants est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 septembre 2013.

Par le Collège :

Le membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et des Infrastructures de Crèches,
R. VERVOORT

Le Président du Collège,
C. DOULKERIDIS

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2013/31787]

12 SEPTEMBER 2013. — Besluit 2013/576 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de toekenning van subsidies ter ondersteuning van de kinderopvang

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 ter ondersteuning van de kinderopvang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 mei 2013;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor de Begroting, gegeven op 13 juni 2013;

Gelet op het advies van de afdeling huisvesting van de Brusselse Franstalige Adviesraad, gegeven op 6 juni 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 22 juli 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Collegelid bevoegd voor Sociale Cohesie en Crèche-infrastructuur,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Het Collegelid : het Lid van het College dat bevoegd is voor de subsidiëring van de infrastructuur voor voorzieningen voor kinderopvang;

3° O.N.E. : het Office de la Naissance et de l'Enfance;

4° RVOHR : de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van Huisvesting en Renovatie zoals omschreven in de richtinggevendende bepalingen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) en in de wijzigingsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

5° De administratie : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

6° Het maximale subsidieerbare bedrag : het maximale bedrag van de aankopen en werken die in aanmerking komen voor de berekening van het subsidiebedrag, volgens de regels vastgelegd in de artikelen 3 en 4 van het decreet en overeenkomstig de artikelen 4, 13 en 36 van dit besluit;

7° De vergunning : de door het O.N.E. aan de opvangvoorziening toegekende vergunning, zoals bedoeld in Titel II van het Eerste Boek van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003;

8° De erkenning : de door het O.N.E. toegekende erkenning van de opvangvoorziening, zoals bedoeld in Titel III van het Eerste Boek van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

9° De programmatie van de opvangvoorzieningen: de programmatie bedoeld in Titel I van het Tweede Boek van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

10° De dekkingsgraad van de behoeften: het percentage dat verkregen wordt door het aantal voor iedereen toegankelijke plaatsen in de opvangvoorzieningen waarvoor aan de ouders een financiële bijdrage gevraagd wordt die in overeenstemming is met de bepalingen van de Gemeenschappen of die niet hoger ligt dan het in artikel 3 bepaalde bedrag te delen door het aantal kinderen jonger dan 3 jaar;

11° De wijk : lokale ruimtelijke eenheid, uitgetekend aan de hand van de statistische sectoren en gekenmerkt door een grote graad van verbondenheid tussen de dagdagelijkse activiteiten van de inwoners, waarmee deze zich identificeren, zoals bepaald door het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (BISA) in het kader van de wijkmonitoring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

12° Het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 ter ondersteuning van de kinderopvang.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de subsidies*

Art. 3. Worden beschouwd als sociaal toegankelijk de voorzieningen voor kinderopvang die zich voor de krachtens dit besluit gesubsidieerde plaatsen houden aan de bepalingen van het O.N.E. met betrekking tot de financiële bijdrage van de ouders of die voor de krachtens dit besluit gesubsidieerde plaatsen een financiële bijdrage vragen van niet meer dan 1,5 euro per uur, 6 euro voor een halve dag, 10 euro voor een volledige dag of 25 euro per week.

De in het eerste lid bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De aanpassing heeft plaats op 1 januari van elk jaar volgens onderstaande formule :

$$\frac{\text{bedrag x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

In deze formule is de basisindex deze van de maand waarin dit besluit in werking treedt en de nieuwe deze van de maand september van het jaar dat het jaar van de aanpassing voorafgaat.

Art. 4. § 1. Het maximale subsidieerbare bedrag wordt vastgesteld op :

1° 32.000 euro per plaats voor de crèches, peutertuinen, gemeentelijke kinderopvanghuizen, kinderhuizen, oudercrèches of elke andere opvangvoorziening die de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar regelmatig organiseert op een andere dan de hierboven bedoelde manieren, voor zover deze opvang niet uitgesloten is door artikel 6, § 3, van het decreet houdende oprichting van het O.N.E., zoals bedoeld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

2° 47.000 euro per plaats voor de opvangvoorzieningen georganiseerd door het O.N.E. en de gespecialiseerde diensten voor kinderopvang in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009.

Het maximale subsidieerbare bedrag wordt vastgesteld op 1 januari 2013.

Het maximale subsidieerbare bedrag omvat niet de posten bedoeld in artikel 36, 2° tot 5°.

§ 2. Het maximale subsidieerbare bedrag volgt de schommelingen van de lonen en sociale lasten, van de materialenindex en van de algemene taksen. Voor de actualisering van de kosten geldt de volgende formule:

$p = P \cdot (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$. In deze formule :

is p het bedrag van de goedgekeurde uitgave op de dag van de indiening van de offertes;

is P het per 1 januari 2013 geactualiseerde bedrag van de goedgekeurde uitgave p;

zijn s en S de officiële lonen van de bouwsector voor de categorie A, respectievelijk van toepassing tien dagen voor de indiening van de offertes en op 1 januari 2013.

zijn i en I de materialenindex, respectievelijk voor de maand waarin de offertes werden ingediend en voor de maand januari 2013.

Art. 5. De contractuele prijsherzieningen ten gevolge van de schommelingen van de lonen en sociale lasten en de prijsherzieningen van materialen tijdens de uitvoering van het bestek dat de gesubsidieerde aanneming regelt, komen niet in aanmerking voor de berekening van de maximaal subsidieerbare kost.

Art. 6. Krachtens artikel 3, tweede lid, a) van het decreet wordt een verhoogd tegemoetkomingspercentage van 90 procent vastgelegd voor:

1° aankopen, werken en leveringen die binnen de perken blijven van de ingrepen die nodig zijn om het gebouw dat reeds gebruikt wordt voor een door het O.N.E. vergunde opvangvoorziening op voldoende wijze te laten beantwoorden aan de opgelegde veiligheidsverplichtingen;

2° aankopen, werken en leveringen die nodig blijken tijdens de uitvoering van een nieuwbouwproject, voor zover dit project een attest van de gewestelijke brandweerdienst betreffende de naleving van de opgelegde veiligheidsverplichtingen kan voorleggen, en er nadien toch blijkt dat, om aan nieuwe veiligheidseisen te voldoen, nog andere aankopen, werken en leveringen noodzakelijk zijn.

Art. 7. Krachtens artikel 3, tweede lid, b) en c) van het decreet worden de volgende verhoogde tegemoetkomingspercentages vastgelegd :

§ 1 Voor werken, leveringen of aankopen voor bestaande opvangplaatsen en voor uitbreidingen van de opvangcapaciteit:

1° 75 procent voor de door het O.N.E. vergunde opvangvoorzieningen waar de, op basis van het gemiddelde van de laatste vier trimesters en volgens de door het O.N.E. opgelegde modaliteiten berekende, gemiddelde financiële bijdrage van de ouders nog voor het indienen van de aanvraag om principiële akkoord tot de schijf van de 25 % laagste bijdragen behoort;

2° 80 procent voor de onder 1° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen;

3° 90 procent voor de door het O.N.E. vergunde opvangvoorzieningen waar de onder 1° omschreven financiële bijdrage van de ouders tot de schijf van de 15 % laagste bijdragen behoort;

4° 95 procent voor de onder 3° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen.

§ 2. Voor werken, leveringen of aankopen voor nieuwe opvangvoorzieningen:

1° 75 procent voor opvangvoorzieningen gelegen in gemeenten waar, op het ogenblik van het indienen van de aanvraag om principiële akkoord, het gemiddeld inkomen van de inwoners lager is dan of gelijk is aan het jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bekendgemaakte gemiddeld inkomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° 80 procent voor de onder 1° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen;

3° 90 procent voor opvangvoorzieningen gelegen in gemeenten waar, op het ogenblik van het indienen van de aanvraag om principiële akkoord, het gemiddeld inkomen van de inwoners 10 procent of meer lager is dan het jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bekendgemaakte gemiddeld inkomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° 95 procent voor de onder 3° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen.

§ 3. De resultaten van de onder § 1, 1° en 3° en § 2, 3° bedoelde berekeningen worden afgerond naar de voor de voorzieningen gunstigste eenheid.

Art. 8. De verhoogde tegemoetkomingspercentages die vastgelegd zijn krachtens artikel 3, tweede lid, d), e) en f) van het decreet, bedragen 75 %. De inclusie van kinderen met een handicap in de opvangvoorziening is opgenomen in het aan het O.N.E. voorgelegde opvangontwerp.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen met betrekking tot de projectoproep*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 2, § 2, derde en vierde lid van het decreet wordt :

— prioriteit 1 verleend aan de projecten die zich bevinden in een wijk waar de dekkingsgraad van de behoeften onder het gewestelijk gemiddelde ligt,

— prioriteit 2 verleend aan de projecten die zich bevinden in een gemeente waar de dekkingsgraad van de behoeften onder het gewestelijk gemiddelde ligt,

— prioriteit 3 verleend aan de projecten die zich bevinden in een gemeente waar de toename van het aantal kinderen jonger dan 3 jaar gedurende de periode 2010-2020 er tegen 2020 toe kan leiden dat de dekkingsgraad van de behoeften er onder het gewestelijk gemiddelde komt te liggen.

Binnen elke prioriteit worden de projecten gerangschikt in stijgende volgorde van dekkingsgraad.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van subsidies voor het aankopen van gebouwen**Afdeling 1. — Principieel akkoord*

Art. 10. De aanvrager dient bij de administratie een aanvraag om principiële akkoord voor het aankopen van een gebouw in.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvragende vereniging of gemeente;

Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beraadslaging goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheid, indien deze goedkeuring vereist is.

Voor de andere gevallen : het bewijs dat de aanvragende vereniging een vzw of een instelling van openbaar nut is en de samenstelling van haar raad van bestuur.

2° een verantwoording van de overwogen aankoop, met de volgende elementen :

a) een liggingplan;

b) een beschrijving van de locatie en het gebouw dat men overweegt te kopen (ouderdom, staat, bouwhoogte, oppervlakten, ordening van de ruimten, tuin) en een nota over de omgeving, de toegangswegen en de vervoersmiddelen;

3° het advies van de gewestelijke brandweerdienst;

4° een raming van de waarde van het gebouw;

5° een raming van de kostprijs van de eventueel uit te voeren aanpassingswerken;

6° een attest waaruit blijkt dat de aanvrager kan bijdragen in de financiering van de aankoop en van de aanpassingswerken;

7° een uittreksel uit de kadastrale legger;

8° voor het aankopen van een gebouw dat het mogelijk maakt om het kinderopvangaanbod uit te breiden, een nota die vermeldt of het ontwerp voor de opvangvoorziening onder één van de in artikel 9 bedoelde prioriteiten valt;

9° indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit: het bewijs dat bij het O.N.E. een vergunnings- of erkenningsaanvraag werd ingediend en, desgevallend, een attest van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening opgenomen werd in de programmatie van het O.N.E.;

10° indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit: een nota over de vooruitzichten met betrekking tot de financiering van de werking van de nieuwe opvangvoorziening.

Voor de in artikel 7 bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies, moet de verantwoordingsnota volgende elementen vermelden :

1° indien het gaat om de aankoop van bestaande plaatsen of om een uitbreiding van de capaciteit: de gemiddelde financiële bijdrage van de ouders, voorafgaand aan de aanvraag en berekend op basis van het gemiddelde van de laatste vier trimesters volgens de door het O.N.E. vastgestelde modaliteiten;

2° indien het gaat om de aankoop van nieuwe voorzieningen: het gemiddeld inkomen van de inwoners van de gemeente.

Art. 11. Op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, verleent het College zijn principiële akkoord voor de aankoop van het gebouw, stelt het het maximale subsidieerbare bedrag vast en gaat het over tot de budgettaire vastlegging.

Afdeling 2. — Definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie

Art. 12. De aanvrager dient bij de administratie een aanvraag in om definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° De beraadslaging van de aanvrager;

2° De verkoopprijs;

3° Het proces-verbaal van de exacte raming van het aan te kopen goed;

4° Een raming van de registratierechten en van de aktekosten;

5° Een bankidentiteitskaart;

6° Indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit: de vergunning van het O.N.E.;

7° Indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit, ofwel:

a) een attest van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening opgenomen werd in de programmatie van het O.N.E.;

b) de verbintenis van een subsidiërende overheid inzake de financiering van de werking van de opvangvoorziening, met inachtneming van de door het O.N.E. bepaalde vergunningsvoorwaarden;

c) het bewijs dat de opvangvoorziening zal beschikken over financiële middelen die een werking met inachtneming van de door het O.N.E. vastgelegde vergunningsvoorwaarden mogelijk maken.

Art. 13. Het College neemt de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie op basis van de door de administratie overgemaakte documenten en stelt het subsidiebedrag vast.

Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de aankoopprijs verhoogd met de registratierechten en de aktekosten, op voorwaarde dat het aankoopbedrag noch de door het Aankoopcomité van Gebouwen of door de Ontvanger van de Registratie geraamde verkoopwaarde noch het maximale subsidieerbare bedrag overschrijft.

De subsidie wordt berekend op basis van de laagste van deze drie waarden verhoogd met de registratierechten en de aktekosten verminderd in verhouding tot het voor de berekening in aanmerking genomen maximumbedrag.

Afdeling 3. — Modaliteiten van de uitbetaling van de subsidie

Art. 14. De aankoopakte mag pas na de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie verleden worden.

Art. 15. De subsidie wordt uitbetaald, na registratie van de aankoopakte en goedkeuring van het voorontwerp van de eventueel in het gebouw uit te voeren werken, op voorlegging van de volgende documenten :

- 1° een afschrift van de geregistreerde aankoopakte;
- 2° een overzicht van de notariële aktekosten.

Art. 16. Om zijn recht op het behoud van de toegekende subsidie veilig te stellen, moet de aanvrager binnen de negen maanden na de uitbetaling van de subsidie, of binnen de negen maanden na het einde der werken indien in het gebouw werken werden uitgevoerd, een afschrift van de door het ONE aan de opvangvoorziening verleende erkenning of vergunning overmaken.

HOOFDSTUK V. — *Toekenning van subsidies voor het bouwen, uitbreiden, verbouwen of grondig herstellen van gebouwen alsook voor de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen*

Afdeling 1. — Principieel akkoord

Art. 17. § 1. De aanvrager dient bij de administratie een aanvraag in met het oog op het verkrijgen van een principieel akkoord voor het bouwen, uitbreiden, verbouwen of grondig herstellen van gebouwen alsook voor de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen.

De aanvraag om principieel akkoord omvat de volgende documenten :

- 1° De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de bouwheer;

Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beraadslaging goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheid, indien deze goedkeuring vereist is.

Voor de andere gevallen: het bewijs dat de bouwheer een vzw of een instelling van openbaar nut is en de samenstelling van de raad van bestuur.

- 2° Een attest waaruit blijkt dat de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag om principieel akkoord nog niet werden besteld;

§ 2. Aan de aanvraag om principieel akkoord wordt een verantwoordingsnota voor de overwogen bouwwerken toegevoegd. Deze verantwoordingsnota moet de volgende elementen bevatten :

- 1° een liggingsplan;

b) een beschrijving van de locatie en het gebouw (ouderdom, staat, bouwhoogte, oppervlakten, ordening van de ruimten, tuin) en een nota over de omgeving, de toegangswegen en de vervoersmiddelen;

3° voor het bouwen, uitbreiden, inrichten, renoveren of zwaar herstellen van gebouwen die een toename van het kinderopvangaanbod mogelijk maken, een nota die vermeldt of het ontwerp voor de opvangvoorziening onder één van de in artikel 9 bedoelde prioriteiten valt;

4° indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit: het bewijs dat bij het O.N.E een vergunnings- of erkenningsaanvraag werd ingediend en, desgevallend, een attest van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening opgenomen werd in de programmatie van het O.N.E.;

5° indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit: een nota over de vooruitzichten met betrekking tot de financiering van de werking van de nieuwe opvangvoorziening.

§ 3. Voor de in artikel 6 bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies moet bij de verantwoordingsnota een verslag van de gewestelijke brandweerdienst worden gevoegd waaruit de nood aan verhoogde tussenkomst blijkt.

§ 4. Voor de in artikel 7 van dit besluit bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies, moet de verantwoordingsnota volgende elementen vermelden :

1° indien het gaat om bouwwerken met betrekking tot bestaande plaatsen of om een uitbreiding van de capaciteit: de gemiddelde financiële bijdrage van de ouders, voorafgaand aan de aanvraag om principieel akkoord en berekend op basis van het gemiddelde van de laatste vier trimesters volgens de door het O.N.E. vastgestelde modaliteiten;

2° indien het gaat om bouwwerken met betrekking tot nieuwe voorzieningen: het gemiddeld inkomen van de inwoners van de gemeente.

Art. 18. Op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, verleent het College zijn principieel akkoord voor de toekenning van een subsidie, stelt het het maximale subsidieerbare bedrag vast en gaat het over tot de budgettaire vastlegging. Dit principieel akkoord blijft gedurende een periode van 365 dagen gelden. Het voorontwerp voor de werken moet voor het aflopen van deze termijn ingediend zijn.

Afdeling 2. — Voorontwerp

Art. 19. De aanvrager dient bij de administratie een voorontwerpdossier in.

Art. 20. Het voorontwerpdossier omvat de volgende elementen :

- 1° De administratieve documenten :

a) De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de bouwheer om de studie toe te vertrouwen aan een projectontwerper. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beraadslaging goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden indien deze goedkeuring vereist is.

b) Het advies van de brandweerdienst;

c) Een attest waaruit blijkt dat de bouwheer kan bijdragen in de financiering van de werken, zoals geraamd;

d) De eigendomsakte, erfpachtovereenkomst of het recht van opstal voor het gebouw;

e) Een document van het O.N.E. waaruit blijkt dat het voorontwerp beantwoordt aan de normen van de Franse Gemeenschap.

2° De plannen :

a) Het algemeen inplantingsplan, met weergave van de inplanting van het gebouw en het niveau van de laagste verdieping;

b) De plannen voor de verschillende niveaus, de tekeningen van de gevels en de voornaamste doorsneden op 1 of 2 procent, met inbegrip, in geval van aanpassingswerken, van deze van de bestaande gebouwen.

3° Een overzicht van de bebouwde bruto oppervlakten van alle bestaande en te bouwen verdiepingen;

4° De lijst en de ramingen van de aannemingen die afzonderlijk worden toegewezen;

5° Voor elke aanneming: een beknopte technische nota, met beschrijving van de bouwtechnieken, detaillering van de diverse te treffen maatregelen en bepaling van de te gebruiken materialen en te voorziene installaties.

Art. 21. Het College keurt het voorgelegde voorontwerp goed op basis van de door de administratie overgemaakte documenten. Deze goedkeuring is twee jaar geldig. Het ontwerp moet vóór het aflopen van deze termijn ingediend zijn.

Afdeling 3. — Het ontwerp

Art. 22. De aanvrager dient een ontwerpdossier in bij de administratie.

Het bij de administratie ingediende ontwerpdossier omvat de volgende documenten :

1° De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de bouwheer waardoor het bestek, de plannen en de geraamde bedragen werden goedgekeurd. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beraadslaging goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden.

2° Het bestek en zijn bijlagen, inzonderheid de opmetingsstaten en de modellen voor de inschrijving, de samenvattende opmetingsstaat en de inventaris;

3° De algemene plannen en al de detailplannen die noodzakelijk zijn voor een goed begrip van de werken;

4° Een attest van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het ontwerp aan de reglementaire normen voldoet;

5° De kostenraming per artikel van de samenvattende opmetingsstaat of van de inventaris;

6° De stedenbouwkundige vergunning;

7° Een document van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp beantwoordt aan de normen van de Franse Gemeenschap.

8° Indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit, ofwel:

a) een attest van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening opgenomen werd in de programmatie van het O.N.E.;

b) de verbintenis van een subsidiërende overheid inzake de financiering van de werking van de opvangvoorziening, met inachtneming van de door het O.N.E. bepaalde vergunningsvoorwaarden;

c) het bewijs dat de opvangvoorziening zal beschikken over financiële middelen die een werking met inachtneming van de door het O.N.E. vastgelegde vergunningsvoorwaarden mogelijk maken.

Art. 23. Het ontwerp moet overeenstemmen met het goedgekeurde voorontwerp.

Art. 24. Het ontwerp en de wijze van gunning van de opdracht worden ter goedkeuring aan het College voorgelegd op basis van de door de administratie overgemaakte documenten.

Afdeling 4. — Definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie

Art. 25. De administratie wordt tijdig verwittigd van de datum van de opening van de offertes. Indien ze dat nuttig acht, kan ze er zich door een van haar leden laten vertegenwoordigen.

Art. 26. De aanvrager maakt het dossier van de toewijzing van de opdracht aan de administratie over.

Art. 27. Het dossier bevat de volgende documenten :

1° Het bestek, de kostenraming en de plannen die de basis vormden voor de toewijzing;

2° De bewijzen van de bekendmaking of desgevallend van de raadpleging van andere inschrijvers;

3° De ingediende offertes en hun bijlagen;

4° Een afschrift van de geselecteerde offerte;

5° Het proces-verbaal van de opening van de offertes;

6° Het verslag van de ontwerper over de aanbesteding;

7° De met redenen omklede beraadslaging waarin het bevoegde orgaan van de vereniging bouwheer een voorstel formuleert tot aanwijzing van de aannemer en zijn offerte goedkeurt. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beraadslaging goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden.

8° Een bankidentiteitskaart.

Art. 28. Na het afwerken van deze procedure neemt het College, op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie en desgevallend de beslissing tot toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 29. Het bevel tot aanvatten van de werken of tot leveren van de leveringen kan pas gegeven worden na het nemen van de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Gelijktijdig met het versturen van dit bevel aan de aannemer maakt de bouwheer er een afschrift van over aan de administratie.

Art. 30. De subsidievoorschotten worden aan de bouwheer uitbetaald ten belope van negen tienden van de voorafgaande vastleggingen, na voorlegging van een door de aanvrager ondertekende schuldvordering, gestaafd met (een) vorderingssta(a)t(en), een schuldvordering en een factuur van de aannemer of met een gedetailleerde factuur van de leverancier.

Art. 31. Een bijkomende subsidie kan enkel worden toegekend voor onontbeerlijke bijkomende of wijzigende werken die los staan van de wil van de bouwheer en bij de toewijzing van de opdracht niet konden worden voorzien. Deze wordt toegekend door het College op basis van door de administratie overgemaakte documenten.

Art. 32. De bouwheer gaat over tot de voorlopige oplevering onder de voorwaarden bepaald in de algemene aannemingsvoorwaarden. De administratie wordt minstens 15 dagen op voorhand van de datum van deze oplevering verwittigd.

Art. 33. Na de voltooiing van de werken en na de oplevering wordt het totaal bedrag van de subsidie op basis van de eindafrekening bepaald en wordt het laatste tiende van de oorspronkelijke vastlegging aan de bouwheer uitbetaald.

Afdeling 5. — Eindafrekening van de aanneming

Art. 34. De aanvrager dient de eindafrekening van de aanneming bij de administratie in.

Art. 35. Het dossier met de eindafrekening van de aanneming bevat de volgende documenten :

1° Het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

2° Een tabel tot vaststelling van het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag;

3° De verantwoordingsstukken en afrekeningen die betrekking hebben op voornoemde tabel;

4° Een samenvattende tabel van de vorderingsstaten;

5° De tabel tot verantwoording van de uitvoeringstermijn en de bijhorende bijlagen;

6° Eventueel, de factuur van de geotechnische proeven;

7° Eventueel, de facturen van de aansluitingen op de water-, gas- en elektriciteitsnetten;

8° Indien het gaat om nieuwe opvangcapaciteit of een uitbreiding van de bestaande capaciteit : de vergunning van het O.N.E.;

Art. 36. De volgende bedragen en posten van de aanneming komen in aanmerking voor de subsidie :

1° Het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag verminderd met de niet-subsidieerbare posten van de inschrijving en met de niet aanvaarde afrekeningen en wijzigende werken, maar met inbegrip van de contractueel bepaalde herzieningen die, in verhouding tot het subsidiebaar bedrag, het resultaat zijn van de uitvoering van het bestek van de gesubsidieerde aanneming, voor zover dat document voorafgaand door het College werd goedgekeurd zoals bepaald in de artikelen 27 tot 29;

2° Het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;

3° Het bedrag van de algemene onkosten, forfaitair vastgesteld op 10 procent van het totaal van de bedragen vermeld sub 1° en 2°;

4° De kosten voor eventuele geotechnische proeven;

5° De kosten voor de eventuele aansluitingen op de water-, gas- en elektriciteitsnetten, indien deze aansluitingen door de distributiebedrijven werden uitgevoerd.

Art. 37. Het College keurt, op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, de eindafrekening van de aanneming goed en beslist, in voorkomend geval, tot toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 38. Om zijn recht op het behoud van de toegekende subsidie veilig te stellen, moet de aanvrager binnen de negen maanden na het einde der werken een afschrift van de door het ONE aan de opvangvoorziening verleende erkenning of vergunning overmaken.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 39. Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 ter ondersteuning van de kinderopvang treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 40. Het besluit 2005/586*bis* van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 april 2006 tot vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen bestemd voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutertuinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, en voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen wordt opgeheven.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 16 september 2013.

Art. 42. Het Lid van het College bevoegd voor de subsidiëring van infrastructuur voor voorzieningen voor kinderopvang wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 september 2013.

Vanwege het college :

Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Cohesie en Crèche-infrastructuur,
R. VERVOORT

De Voorzitter van het College,
C. DOULKERIDIS